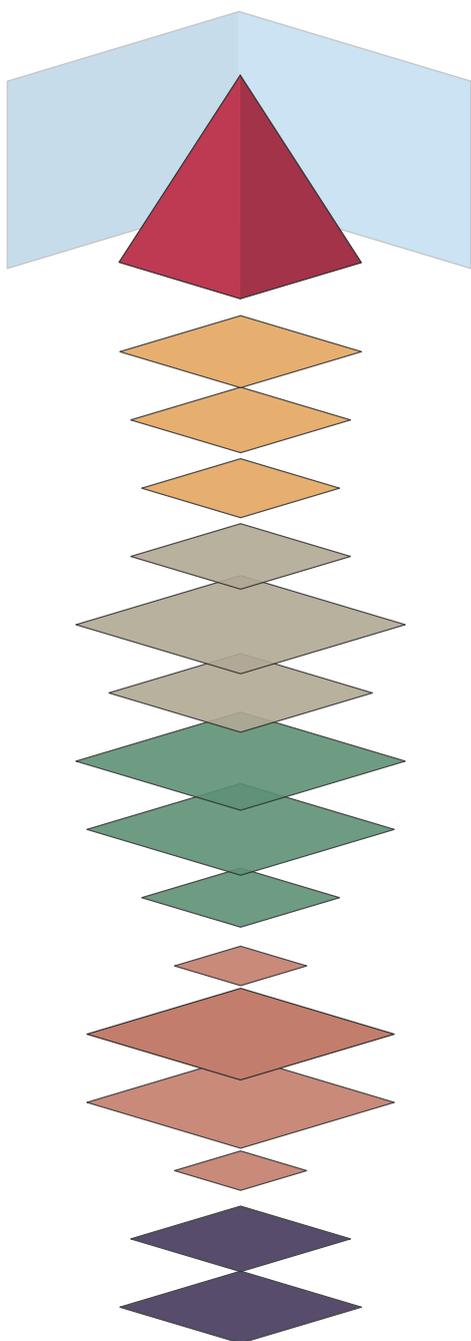


SÉNÉGAL



5,52

SCORE DE CRIMINALITÉ

73^e sur 193 pays

22^e sur 54 pays africains

7^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

5,53

TRAITE DES PERSONNES 5,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 5,00

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 4,50

TRAFIC D'ARMES 5,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 7,50

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 6,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 7,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 7,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 4,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 3,00

COMMERCE DE COCAÏNE 7,00

COMMERCE DE CANNABIS 7,00

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 3,00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 5,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 5,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,50

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 3,00

RÉSEAUX CRIMINELS 6,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 5,00

ACTEURS ÉTRANGERS 6,50

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 7,00



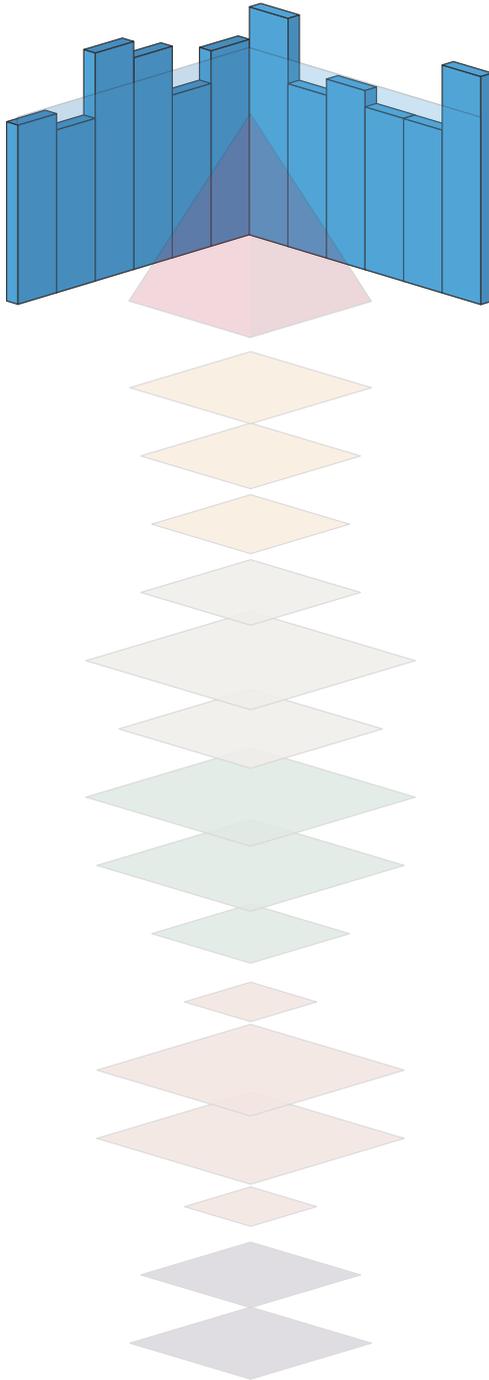
5,79

SCORE DE RÉSILIENCE





SÉNÉGAL



5,79

SCORE DE RÉSILIENCE

45^e sur 193 pays

2^e sur 54 pays africains

2^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	5,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	5,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	7,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5,00
FORCES DE L'ORDRE	6,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	7,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	5,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	5,00
PREVENCIÓN	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	7,00



5,52

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS 5,53



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 5,50



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Sénégal est à la fois un pays d'origine et de destination pour la traite des personnes. La traite d'enfants de Guinée-Bissau vers le Sénégal et d'enfants sénégalais à l'intérieur du pays par de prétendus maîtres coraniques est particulièrement préoccupante. Cette pratique traditionnelle a été instituée à l'origine pour éduquer les enfants aux enseignements et aux valeurs islamiques, mais elle a été corrompue au fil du temps en raison de la rentabilité de la mendicité des enfants. La traite à des fins d'exploitation sexuelle est également un problème grave. Le Sénégal est une plaque tournante pour les agences de travail qui recrutent des personnes d'Afrique de l'Ouest pour travailler dans le Golfe, au Moyen-Orient et en Europe. Cependant, l'absence de réglementation permet à l'exploitation et la traite de se produire, en particulier le travail sexuel forcé, qui touche principalement les femmes. Kédougou, une région minière au sud-est du Sénégal, est devenue une destination majeure pour les femmes et les filles victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Bien que des victimes de divers pays, tels que le Ghana et la Guinée, soient impliquées, la grande majorité d'entre elles sont originaires du Nigéria, et les réseaux de traite qui acheminent les femmes nigérianes vers les sites miniers sont très organisés.

Au cours de la dernière décennie, le Sénégal a joué un rôle majeur en tant que point d'origine et de transit pour les personnes trafiquées vers l'Europe. Depuis 2020, l'itinéraire maritime de migration irrégulière vers les îles Canaries a connu une résurgence significative. Une grande partie des mouvements sur cet itinéraire est facilitée par des passeurs, bien que beaucoup de ces réseaux de passeurs soient informels et peu organisés. Il existe des points de départ sur toute la côte sénégalaise, mais les principaux centres d'embarquement sont Mbour et Saint Louis. Cet itinéraire de migration irrégulière est l'un des plus meurtriers au monde, de nombreuses embarcations ayant coulé en cours de route. Si des ressortissants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest se rendent au Sénégal pour emprunter cet itinéraire de trafic, en particulier les Maliens et les Gambiens, la majorité des personnes sont des ressortissants sénégalais. Le Sénégal reste un point névralgique pour la fraude en matière de documents et de visas, car des personnes originaires d'autres pays cherchent des moyens frauduleux de passage pour atteindre l'Europe par voie terrestre, maritime ou aérienne.

En ce qui concerne le racket d'extorsion et le chantage à la protection, même si ces activités illicites ne sont pas très

répandues dans le pays, des cas sporadiques d'extorsion ont été signalés ces dernières années, en particulier après l'apparition du COVID-19.

COMMERCE

Le Sénégal, un pays généralement pacifique et stable, est aux prises avec un conflit de faible ampleur dans la région méridionale de la Casamance, impliquant le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Depuis 1982, le MFDC acquiert des armes, principalement des armes artisanales, afin de mener une insurrection contre le gouvernement. Des rapports suggèrent que les armes volées au personnel de l'armée sénégalaise et la fourniture présumée d'armes par l'Iran aux rebelles du MFDC jouent un rôle dans le commerce des armes. Cependant, il est peu probable que les flux d'armes externes exacerbent de manière significative le conflit en Casamance, car le mouvement rebelle s'appuie principalement sur des armes saisies ou acquises localement. La présence de différents types d'armes, y compris d'AK 47 et d'autres armes automatiques, est également signalée sur les sites d'extraction de l'or de la région sud-est de Kédougou. Ces armes seraient trafiquées du Mali. Outre Kédougou et la Casamance, Madina Gounas est également devenue une importante plaque tournante du trafic d'armes dans le pays. Les armes à Madina Gounas proviennent principalement de Guinée et de Guinée-Bissau et sont utilisées pour des vols et des attaques dans la vaste région du sud-est du pays, y compris sur les sites miniers de Kédougou. Malgré ces dynamiques préoccupantes, le marché du trafic d'armes dans le pays reste relativement modeste.

Le Sénégal est devenu une plaque tournante florissante pour le commerce de médicaments contrefaits, en particulier de produits pharmaceutiques. Ces produits illicites sont souvent dépourvus d'ingrédients pharmaceutiques actifs, contiennent des quantités incorrectes d'ingrédients, sont contaminés ou périmés. Ils sont principalement vendus dans la rue, dans les zones et les marchés ruraux, et ciblent les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments légitimes plus chers disponibles dans les pharmacies. Les médicaments contrefaits sont introduits en contrebande au Sénégal depuis la Guinée, la Gambie et la Mauritanie. Malgré la fermeture des frontières terrestres pendant la pandémie de COVID-19, les réseaux criminels ont saisi l'occasion pour introduire en contrebande des médicaments contrefaits dans le pays, en particulier la chloroquine, qui a été faussement présentée comme un remède miracle contre le virus.

Le commerce illicite du tabac a augmenté dans les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris au Sénégal, les produits provenant principalement de pays asiatiques, tels que le

Vietnam et Dubaï, et passant par les ports de Dakar, entre autres. L'absence de taxation appropriée sur les importations de tabac crée une opportunité pour les contrebandiers. Les cigarettes de contrebande sont transportées vers des pays tels que le Mali, la Mauritanie et la Libye, ainsi que vers d'autres régions d'Afrique du Nord, en utilisant la déclaration « en transit » pour échapper aux inspections et aux taxes à l'importation. Une fois dans le pays de destination, les cigarettes illicites sont distribuées sur les marchés locaux, où elles sont présentées comme des marchandises légitimes.

ENVIRONNEMENT

Le marché illicite de la flore au Sénégal, en particulier dans la région de la Casamance, reste un problème important. Des acteurs criminels chinois et les rebelles casamançais ont joué un rôle majeur dans la dévastation des forêts de cette région par l'exploitation forestière illégale, entraînant l'épuisement d'espèces d'arbres menacées telles que le bois de rose d'Afrique de l'Ouest, l'acajou africain et la poire de Cayor. Le MFDC serait impliqué dans le commerce illégal de bois entre le Sénégal et la Gambie, comme source de financement de ses activités. Des intermédiaires chinois seraient également impliqués dans ce commerce, exportant du bois vers la Chine via le port gambien de Banjul. Outre la Casamance, la région de Tambacounda, en particulier les zones de Maka, Kolibantan et le département de Goudiry, est également touchée par le trafic de bois. Bien que les récentes opérations militaires contre les rebelles du MFDC aient entraîné une diminution de ce commerce, il n'est pas certain que cela puisse durer à long terme. Le trafic de bois a également lieu dans le parc du Niokolo Koba, mais à moindre échelle. Le bois de rose coupé dans le parc serait transporté principalement vers la Gambie et la Guinée.

L'industrie de la pêche au Sénégal est gravement touchée par les activités illicites, ce qui entraîne des pertes financières considérables pour le pays. Le secteur est miné par la fraude, la corruption et des pratiques monopolistiques, l'État lui-même étant coupable de jouer un rôle dans le maintien de ce monopole. La surpêche, en particulier par les grands chalutiers industriels chinois, a entraîné l'épuisement des stocks de poissons, ce qui désavantage les pêcheurs artisanaux, qui dépendent des petits poissons pélagiques pour leur sécurité alimentaire. En outre, des tensions ont éclaté entre les pêcheurs sénégalais et mauritaniens, et des empiètements sur les eaux mauritaniennes ont donné lieu à de violentes confrontations. Le Sénégal sert également de centre important de transit pour le trafic illicite d'ivoire et d'autres produits d'espèces sauvages en provenance d'Afrique centrale. Les produits commercialisés comprennent des espèces de grands félins, des peaux et des os de lion, des pattes d'oryctérope, des vautours de Ruppell et des oryx à cimenterre, qui sont recherchés dans les médecines traditionnelles chinoise et africaine et pour la magie noire.

Les ressortissants des pays voisins d'Afrique de l'Ouest jouent un rôle important dans l'exploitation illicite de l'or au Sénégal, bien que des ressortissants sénégalais soient également impliqués. La région est de Kédougou, riche en gisements d'or, est un point névralgique pour l'extraction et la contrebande illégales d'or. Bien que l'ampleur de cette activité au Sénégal ne soit pas aussi importante que dans d'autres pays de la région, elle serait en augmentation. La découverte récente de réserves de pétrole et de gaz au Sénégal a suscité des inquiétudes quant au potentiel de corruption et de pratiques illicites.

DROGUES

Les saisies d'héroïne au Sénégal sont moins fréquentes que celles de cocaïne et d'autres drogues, et le commerce de cette substance est considéré comme relativement modeste par rapport à d'autres pays de la région. Cependant, au cours de la dernière décennie, le Sénégal est devenu une plaque tournante de transit cruciale pour le trafic de cocaïne vers l'Europe, en raison de sa situation stratégique, de l'instabilité politique dans les pays voisins et de l'étendue de ses zones côtières. Malgré ces facteurs, le commerce de cocaïne n'est pas associé à une violence significative. Le développement d'un nouveau port à conteneurs à proximité de Dakar pourrait faciliter l'expansion des cargaisons illicites à l'avenir.

Le commerce et la consommation de cannabis au Sénégal restent très répandus, en particulier dans la région sud de la Casamance. La culture du cannabis dans cette région est pratiquée par le MFDC et la population locale, les îles Karones près de la Gambie étant un point névralgique de la production et de la vente. Les avantages économiques du cannabis, dont le prix est plus élevé que celui d'autres cultures, sont à l'origine de sa culture. Le Sénégal sert également de point de transit pour le commerce régional de cannabis, principalement de la résine, Dakar étant une plaque tournante pour la distribution vers les pays voisins.

Le commerce de drogues de synthèse au Sénégal est de moindre envergure que les autres formes du trafic de drogue. Bien que le Sénégal ne produise pas de drogues de synthèse, il servirait de pays de transit pour leur distribution. Le Tramadol, largement abusé en Afrique de l'Ouest, est consommé dans une certaine mesure dans les zones minières de la région de Kédougou. Cette drogue est trafiquée depuis le Mali et la Guinée. La consommation d'amphétamines est également signalée parmi les travailleurs chinois de la construction dans le pays et dans la communauté des lutteurs professionnels.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Au Sénégal, la cybercriminalité est le fait de groupes criminels locaux et étrangers. Les cybercriminels utilisent souvent des réseaux privés virtuels (VPN) et d'autres plateformes de protection de la vie privée pour mener

leurs activités illicites. La cybercriminalité a récemment connu une recrudescence à Dakar, attribuée en partie à la pandémie de COVID-19. La plupart de ces activités sont centrées sur les logiciels malveillants ou le piratage.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La fraude et la fraude fiscale sont des problèmes très répandus au Sénégal, qui entraînent la perte de centaines de millions de dollars en recettes publiques. La fraude fiscale est particulièrement répandue, et des milliardaires et des entreprises multinationales ont été accusés de dissimuler leurs avoirs dans des paradis fiscaux ou dans des pays où les taux d'imposition sont extrêmement bas, même lorsqu'ils n'y ont aucune activité économique. Les ressortissants nigériens sont connus pour jouer un rôle important dans la criminalité financière cyber-facilitée, l'hameçonnage (phishing) et l'écroulement (skimming) étant particulièrement courants.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les acteurs criminels intégrés à l'État opèrent comme des groupes fermés, avec des fonctionnaires corrompus de bas niveau présents dans de nombreuses institutions de l'État. Ces fonctionnaires sont utilisés par des individus de haut rang pour faciliter les pratiques de corruption. La corruption s'étend au-delà du secteur public et implique une collusion entre les acteurs étatiques et le secteur privé pour dissimuler la propriété effective dans des domaines tels que les marchés publics, la propriété d'entreprises et la détention d'actifs. La petite corruption est également répandue et, bien que la société civile et les médias locaux dénoncent activement les abus, les condamnations de premier plan sont rares. Les acteurs du secteur privé sont connus pour leur implication dans le vaste secteur informel qui constitue l'épine dorsale de l'économie sénégalaise.

Le niveau de développement et de stabilité du Sénégal, relativement élevé dans la région, en a fait une plaque tournante pour les acteurs criminels étrangers. Les groupes criminels nigériens, présents depuis longtemps au Sénégal, sont actifs, principalement dans le trafic de drogue, la cybercriminalité et la traite des personnes. D'autres individus originaires de pays d'Afrique de l'Ouest sont connus pour opérer dans la région de Kédougou, riche en or, où ils se livrent à l'extraction illégale d'or et à sa contrebande. En outre, des rapports font état de navires chinois pêchant illégalement dans les eaux sénégalaises et il est allégué que des ressortissants chinois seraient impliqués dans la criminalité liée aux espèces sauvages, y compris le trafic d'ivoire, et dans l'extraction illicite d'or. Au Sénégal, des réseaux criminels plus petits se livrent à diverses activités illicites telles que le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le vol de voitures. Nombre de ces réseaux ont des liens avec des groupes criminels étrangers, en particulier des organisations basées en France.

En ce qui concerne les groupes de type mafieux, le MFDC est connu pour participer au commerce illicite (en particulier la protection du trafic illicite de bois) et au trafic de drogue pour générer des revenus, parallèlement à ses aspirations politiques pour l'indépendance ou l'autonomie accrue de la Casamance. Cependant, le MFDC a été considérablement affaibli suite à l'offensive de l'armée nationale en 2021 et 2022 et au démantèlement de plusieurs de ses bases dans le nord, dans la région de Sindian et à la frontière avec la Guinée-Bissau. Outre le MFDC, il existe au Sénégal d'autres groupes qui exploitent les opportunités criminelles à des fins lucratives et qui sont susceptibles d'évoluer vers des organisations consolidées de type mafieux. Notamment, des individus issus de familles religieuses influentes au Sénégal sont connus pour être profondément impliqués dans le trafic de médicaments contrefaits, opérant en toute impunité malgré le fait que le gouvernement soit au courant.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Sénégal est généralement considéré comme un pays stable en Afrique, mais il reste confronté au risque d'instabilité politique. Le gouvernement s'est engagé à lutter contre la criminalité organisée et des progrès ont été réalisés dans la lutte contre des activités criminelles spécifiques, telles que le trafic de bois. Toutefois, le climat politique du Sénégal a été influencé par les difficultés économiques résultant de la pandémie de COVID-19 et l'augmentation des prix du carburant et des denrées alimentaires, ce qui a provoqué des frustrations au sein de la population. Les

cadres de transparence et de responsabilité au Sénégal sont compromis par des intérêts politiques, ce qui entraîne un manque de mise en œuvre et de respect de ces mécanismes. Les organes de lutte contre la corruption ont été critiqués pour leur partialité, car aucun membre du parti du président n'a été poursuivi pour des délits financiers, alors que des membres d'autres partis l'ont été. Les médias sénégalais attribuent largement la corruption du pays à un manque de volonté politique. Bien que le Sénégal ait fait des efforts pour améliorer la transparence et la gouvernance dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière, la corruption persiste parmi les hauts fonctionnaires, qui

agissent souvent en toute impunité, et l'application des lois anti-corruption est inégale. Les occurrences quotidiennes de corruption, telles que les pots-de-vin, sont signalées dans les services publics, mais les citoyens craignent des représailles s'ils dénoncent ces crimes. Le manque de transparence est évident dans les contrats attribués sans appel d'offres formel, y compris dans les décisions prises pendant la pandémie de COVID-19, ce qui soulève des inquiétudes quant à la mauvaise gestion et à la responsabilité.

Le Sénégal fait preuve d'un engagement fort en faveur de la coopération internationale sur de multiples fronts. Le pays a ratifié les traités pertinents et continue de promouvoir la collaboration avec d'autres États. Des efforts sont déployés pour renforcer la coopération avec les pays voisins tels que la Gambie et la Guinée-Bissau, en particulier dans des domaines tels que la lutte contre la drogue et les opérations transfrontalières. L'engagement du Sénégal dans des opérations de maintien de la paix, tant au niveau des Nations Unies qu'au niveau régional, témoigne de son attachement à la stabilité régionale. Le pays a mis en place des cadres juridiques pour lutter contre la criminalité organisée, en particulier dans des domaines tels que le trafic de bois, la cybersécurité et le terrorisme transnational. Des efforts ont également été déployés pour mettre en place une stratégie nationale de lutte contre la drogue et pour réformer les lois sur les stupéfiants. Cependant, certaines lois, telles que la loi contre la traite des personnes, nécessitent des mises à jour pour répondre efficacement aux défis contemporains. En outre, le Sénégal est critiqué pour son retard dans ses obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment en ce qui concerne le lien entre les revenus illicites de la drogue et le blanchiment d'argent, en particulier par l'acquisition de biens immobiliers.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire sénégalais est généralement indépendant lorsqu'il s'agit de poursuivre des personnes impliquées dans la criminalité organisée. Cependant, sa capacité à traiter ce genre de crimes de manière efficace est limitée, ce qui entraîne une lenteur des procédures. Il n'existe actuellement aucune unité judiciaire spécialisée dans les affaires de criminalité organisée. Le manque de connaissances, de compétences et de spécialisation dans le traitement de crimes complexes, y compris le blanchiment d'argent transfrontalier et la criminalité financière, constitue un défi de taille. De plus, la nature transnationale de la criminalité organisée n'a pas été pleinement intégrée dans les pratiques judiciaires sénégalaises. Pour surmonter ces problèmes, il est urgent de renforcer les capacités des praticiens du droit. En outre, il existe des défis importants en matière de droits de l'homme, notamment les détentions préventives prolongées et la surpopulation carcérale. Il convient de noter que le système judiciaire ne s'étend pas aux zones rurales, qui s'appuient souvent sur des méthodes traditionnelles de résolution des conflits.

Les forces de l'ordre sénégalaises sont largement reconnues en Afrique pour leur professionnalisme et leur dynamisme. Cependant, elles sont confrontées à des défis tels que le manque de compétences, de formation et de ressources adéquates pour répondre efficacement aux préoccupations en matière de sécurité. Des unités des forces de l'ordre spécialisées dans la lutte contre la criminalité organisée font défaut, et il est particulièrement nécessaire de mieux cibler la criminalité financière à l'échelle nationale. En réponse à l'instabilité régionale, qui constitue une menace majeure pour la sécurité nationale, le gouvernement sénégalais a élaboré une stratégie qui donne la priorité à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière.

Malgré des frontières terrestres poreuses et des cas de criminalité transfrontalière, le Sénégal a réussi à maintenir son intégrité territoriale. Le pays contribue également aux efforts de lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Cependant, une insécurité relative persiste en Casamance, ce qui a conduit plusieurs pays à émettre des alertes de voyage. Bien que la principale faction du MFDC ait déclaré un cessez-le-feu en 2014 et participe aux discussions politiques en cours, des groupes séparatistes armés et des cas de banditisme continuent de constituer une menace dans la région. Il y a eu des incidents violents occasionnels, y compris des attaques contre des voyageurs, des entreprises et des villages. L'offensive militaire en Casamance a également entraîné des déplacements forcés, des milliers de personnes fuyant la région, souvent avec peu de biens.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Sénégal a fait des progrès considérables dans la lutte contre le blanchiment d'argent, mais des inquiétudes subsistent quant à sa conformité avec les normes internationales. En février 2021, le Sénégal a été inscrit sur la liste grise, ce qui indique des lacunes dans ses mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. L'un des principaux moteurs de la criminalité financière au Sénégal est le trafic de drogue, qui alimente une économie illégale importante. Les secteurs de l'immobilier et de la construction sont couramment exploités pour le blanchiment d'argent, avec de grandes quantités d'argent liquide provenant du trafic de drogue canalisées dans des projets de construction dans tout le pays. L'expertise technique fait défaut, notamment en ce qui concerne la formation des professionnels de la finance à l'identification et au signalement des activités de blanchiment d'argent. En outre, les politiques publiques financières du Sénégal facilitent indirectement les flux de capitaux illicites. L'utilisation répandue de l'argent liquide, l'importance du secteur informel et les limites du système judiciaire sont autant d'obstacles à l'application effective de la loi. En outre, le taux de change fixe entre la monnaie locale, le franc CFA, et l'euro limite le contrôle du Sénégal sur son système monétaire et contribue à la prolifération des marchés de change illégaux en Afrique de l'Ouest.

L'environnement réglementaire du Sénégal est un facteur essentiel pour attirer des partenaires commerciaux et des investisseurs et pour stimuler la croissance économique. Le pays jouit d'une stabilité macroéconomique grâce à son taux de change fixe avec l'euro. Alors que les entreprises françaises maintiennent une forte présence, le Sénégal travaille activement à la diversification de ses partenaires commerciaux et a réussi à attirer des investissements significatifs d'acteurs internationaux dans des secteurs tels que l'exploration pétrolière et gazière, l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie et les services. Des progrès notables ont été accomplis pour améliorer les infrastructures de transport du pays, notamment le développement du port de Dakar et les projets pour un nouveau port à conteneurs. Le gouvernement a également lancé un vaste programme de construction de routes et a des objectifs ambitieux pour le secteur ferroviaire. En outre, les investissements en cours dans le secteur de l'électricité visent à diversifier les sources d'énergie, à réduire les coûts et à améliorer la distribution et la fiabilité, éliminant ainsi un obstacle important à la conduite des affaires au Sénégal. Le secteur de l'énergie recèle un potentiel énorme en ce qui concerne la croissance économique du pays, et plusieurs projets pétroliers et gaziers devraient débiter en 2023.

quant à la portée des modifications du code pénal et de la procédure pénale visant à lutter contre le terrorisme, car elles pourraient avoir des répercussions sur la dissidence et les pouvoirs de surveillance de la police.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le domaine du soutien aux victimes au Sénégal a connu des développements positifs ces derniers temps. Il y a quelques années, un centre unique de traitement des usagers de drogues a ouvert à Dakar, le premier du genre en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement sénégalais est également activement engagé dans la prévention et la lutte contre la criminalité organisée. Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement organisées pour lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Cependant, malgré ces efforts, la prévention de la criminalité organisée n'est pas une priorité absolue.

Dans l'ensemble, la société civile sénégalaise est très active. En ce qui concerne le paysage médiatique, les cas d'abus contre les journalistes ont été relativement peu fréquents ces dernières années, mais certains sujets restent interdits et le personnel des médias a fait l'objet de convocations et d'intimidations lorsqu'il couvrait des questions liées à la corruption. Bien que la Constitution garantisse la liberté d'expression, plusieurs évolutions récentes ont restreint la liberté de la presse dans le pays. Par exemple, une loi controversée a institué des peines de prison pour la diffamation et la diffusion de « fake news » qui peuvent, comme le stipule la loi, discréditer les institutions publiques ou porter atteinte aux bonnes mœurs. Il y a eu des cas de perturbations de l'internet et de blocages partiels des réseaux sociaux suite à des arrestations de dirigeants de l'opposition, et les autorités de régulation ont suspendu des chaînes de télévision en invoquant des menaces potentielles pour la stabilité nationale ou la cohésion sociale. Des inquiétudes ont également été exprimées